



Les parrains occidentaux de l'organisation État Islamique

Par [Guillaume Borel](#)

Mondialisation.ca, 28 novembre 2015

[Arrêt sur Info](#) 23 novembre 2015

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),

[Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Plusieurs groupes parlementaires ont lancé une proposition de résolution dans le but de créer une commission d'enquête parlementaire sur les sources de financement de l'État Islamique. La première proposition est à l'initiative du député Jean-Frédéric Poisson, président du parti Chrétien Démocrate français, et a reçu le soutien de 146 députés à ce jour, essentiellement des membres du parti Les Républicains. La discussion de [cette proposition](#) est inscrite à l'ordre du jour des débats à l'Assemblée Nationale le jeudi 3 décembre prochain.

[Une deuxième proposition](#) visant également à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les sources de financement de l'État Islamique a été lancée par Jean-Jacques Candelier et le groupe communiste à l'assemblée. Aucun parlementaire socialiste ne lui a apporté son soutien à ce jour...

Ces deux propositions font suite aux déclarations de l'ambassadrice de l'Union Européenne en Irak, Mme Jana Hybaskova, devant les députés de la commission des affaires étrangères du Parlement européen affirmant que des états européens achetaient le pétrole de l'État Islamique.

Si l'identité des états-européens clients de Daech est donc pour l'instant inconnue, les éléments déjà révélés par de nombreux organes d'information donnent une idée assez précise des sponsors de l'État Islamique, au niveau financier et militaire.

Un soutien direct à l'État Islamique

Au niveau opérationnel, [un rapport de la DIA](#) (Defense Intelligence Agency) datant de 2012 [*] et déclassifié par Judicial Watch, affirmait que l'État Islamique était soutenu par les membres de la coalition internationale dans leur objectif de renverser le régime syrien: « *L'Occident, les pays du Golfe et la Turquie soutiennent l'opposition... il y a la possibilité d'établir une principauté salafiste officielle ou pas, dans l'est de la Syrie (Hasaka et der Zor), et c'est exactement ce que veulent les puissances qui soutiennent l'opposition, afin d'isoler le régime syrien ...* »

L'organisation anglaise Conflict Armement Research a pu documenter [la provenance d'un certain nombre d'armements](#) saisis par les forces Kurdes en Syrie et en Irak à des combattants de l'État Islamique, notamment des roquettes anti-char M79 de fabrication américaine transférées officiellement par l'Arabie Saoudite à « l'Armée Syrienne Libre » en

2013...

Le parlement irakien a [accusé fin 2014](#) les forces américaines de soutenir l'État Islamique sur son territoire. En cause selon les autorités irakiennes, des largages d'armement à répétition de la part de l'aviation américaine aux combattants de Daech.

La politique de formation de « rebelles modérés » destinés à lutter contre le gouvernement de Bachar al-Assad conduit également dans les faits à fournir en combattants l'organisation terroriste.

L'exemple de la défection des 2000 hommes de la brigade Al Yarmouk, rapporté par le site israélien Debkafile en décembre 2014, formés par des officiers US en Jordanie et qui ont rejoints les rangs de Daech sitôt leur formation au combat achevée, est à cet égard tout à fait parlant.

Les liens entre l'État Islamique et le Front Al-Nosra

Issu de la branche d'Al-Qaïda en Irak, l'État Islamique change d'appellation en 2006 et se fait appeler Emirats Islamiques d'Irak. A la suite du désengagement des troupes américaines en Irak, l'organisation monte en puissance et en 2012 elle étend sa zone d'influence du côté syrien de la frontière. Elle se fait alors appeler Emirats Islamiques en Irak et au Levant (EIL) et se rapproche du Front al-Nosra, la branche d'Al Qaïda opérant sur le territoire syrien, dont elle veut prendre le leadership. Cependant, la tentative de fusion entre les deux groupes échouera et se traduira sur le terrain par de violents affrontements.

Au printemps 2014, le leader d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, [s'exprimera à ce sujet](#) dans les médias de l'organisation terroriste afin de faire cesser les combats entre les deux groupes, qui partagent la même idéologie salafiste.

Il semble que son appel ait été entendu et les deux organisations coopèrent de nouveau sur le terrain, comme le rapporte l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme. [Elles auraient en effet fusionné dans la région de Boukamal](#), principale localité frontalière entre la Syrie et l'Irak.

Les groupes « modérés » soutenus par la France et combattants avec Al-Nosra

Le président français et l'exécutif ne se cachent pas [de soutenir activement depuis 2012](#), y compris par la livraison d'armement, les groupes de rebelles « modérés » luttant contre le régime de Bachar-al-Assad. L'intervention russe en Syrie a toutefois [révélé l'identité des groupes de rebelles soutenus par la coalition occidentale](#) et visés par l'aviation russe.

La fiction de l'opposition « modérée » qui bénéficie du soutien opérationnel français a volé à cette occasion en éclat puisque ces groupes de combattants étaient composés du Front al-Nosra et du groupe salafiste *Ahrar al-Cham* réunis au sein d'une entité dénommée « Armée de la conquête ». Ceci explique pourquoi des missiles anti-char français Milan se soient retrouvés [aux mains de la filiale d'Al-Qaïda en Syrie](#).

Plus grave, au vu de la collaboration sur le terrain entre le Front al-Nosra et l'État Islamique, tout laisse supposer que les armements français circulant en Syrie au sein de ces différents groupes djihadistes peuvent se retrouver dans les mains des combattants de Daech.

En mai 2013, l'Union Européenne a officiellement [levé l'embargo sur les armes](#) à destination de ces mêmes « rebelles » syriens, suivant en cela la voie tracée par l'exécutif français, tout en maintenant l'embargo frappant le régime de Bachar al-Assad...

Le pétrole de l'État Islamique, la Turquie et l'Union Européenne

Alors que la question des sources de financement de l'État Islamique se pose aujourd'hui à l'occasion des différentes propositions de création de commission d'enquête parlementaire, le rôle de l'Union Européenne et de la Turquie sur cette question est centrale.

C'est en effet [une décision de l'Union Européenne](#) du 22 Avril 2013 qui a abouti à la levée de l'embargo sur les exportations de pétrole syrien qui frappait jusque-là l'ensemble du pays. Cette révision des sanctions concernait spécifiquement les régions de l'est et du nord du pays aux mains des « rebelles » dans le but de « *contribuer à restaurer les services de base et l'activité économique, ainsi que de favoriser la reconstruction. Et de permettre les importations de pétrole produit dans les zones concernées.* »

Dans les faits, cette région était déjà sous le contrôle de l'État Islamique, la levée de l'embargo décidée par l'UE lui a donc fourni sa principale source de financement en lui permettant d'exporter le pétrole présent sur les territoires qu'il contrôlait...

Selon Jean-Charles Brisard, président du Centre d'analyse du terrorisme cité par le journal Le Figaro, Daech tire environ un quart de ses revenus de la vente du pétrole, soit [600 millions de dollars en 2015](#).

Ce dernier est convoyé par camions, pour l'essentiel en Turquie, il est ensuite probablement acheminé vers l'Europe par le port de Ceyhan par lequel transitent également les hydrocarbures en provenance des pays du Golf, [selon Pierre Terzian](#) de Pétrostratégies.

La Turquie mène en effet depuis le début du conflit en Syrie une politique de soutien aux groupes salafistes luttant contre Bachar al-Assad, y compris l'État Islamique. Le pays est ainsi à la fois la principale porte d'entrée des candidats au djihad venus d'Europe vers la Syrie, et une base logistique pour l'organisation. Selon le journaliste du Washington Times Daniel Pipes, les combattants étrangers traversent la frontière turco-syrienne à leur guise, l'État Islamique contrôlant la partie syrienne, ce que le *journaliste turc Kadri Gursel appelle une « autoroute djihadiste à deux sens » qui impliquerait parfois « l'aide active des services de renseignement turcs »*. [La Turquie a ainsi attendu juin 2014](#) pour ajouter l'État Islamique et le Front al-Nosra sur sa liste des organisations terroristes, sous la pression internationale...

Résumons. L'État Islamique s'implante en Syrie au cours de l'année 2012 et tente de prendre le leadership de la rébellion anti-Assad dans le pays en fusionnant avec le Front Al-Nosra. Après une période d'affrontement entre les deux groupes, ils entament une collaboration opérationnelle courant 2014 après l'intervention du leader d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri.

En avril 2013 l'Union Européenne assoupli son embargo sur le pétrole syrien, « afin d'aider la population civile », dans les zones contrôlées par la « rébellion », le nord et l'est du pays, c'est à dire les territoires contrôlés par l'État Islamique.

Le pétrole est ensuite acheminé par camions en Turquie, qui apporte un soutien opérationnel au groupe terroriste, puis exporté dans l'Union Européenne, via le port de

Ceyhan.

Les Etats-Unis poursuivent depuis 2012 une politique de formation de rebelles dits « modérés » qui désertent en masse une fois leur formation achevée pour rejoindre les rangs de Daech.

Les mêmes Etats-Unis, la France, et plusieurs autres pays membres de la coalition internationale qui lutte officiellement contre l'État Islamique fournissent des armes à divers groupes de rebelles « modérés », dont la branche d'Al-Qaïda en Syrie, le Front Al-Nosra, qui collabore lui-même avec l'État Islamique à la frontière irako-syrienne.

La création d'une commission d'enquête parlementaire paraît cependant hypothétique au regard des implications coupables du gouvernement français et des consignes de vote qui seront probablement données par la majorité au pouvoir, à cet égard, le courage et la volonté d'ouvrir les yeux sont cependant plus importantes que les questions d'affiliation politique.

Guillaume Borel |

23 novembre 2015

Guillaume Borel est l'auteur de l'essai Le travail, histoire d'une idéologie, qui vient de paraître aux Éditions Utopia. Documentaliste et essayiste, Guillaume Borel collabore à plusieurs médias indépendants d'information numérique.

[*][Selon un document de la DIA l'Occident misait sur l'Etat islamique pour déstabiliser la Syrie](#)

[Video] [Un aveu de la DIA : le monstre État Islamique est une créature US](#)

Source : <http://arretsurinfo.ch/les-parrains-occidentaux-de-lorganisation-etat-islamique/>

La source originale de cet article est [Arrêt sur Info](#)

Copyright © [Guillaume Borel](#), [Arrêt sur Info](#), 2015

Articles Par : [Guillaume Borel](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca